

M. BOOTH: Je ne puis répondre à cette question.

Le PRÉSIDENT: Ce n'est pas une question à poser à un fonctionnaire.

Le sénateur MACDONALD: Je ne m'attendais pas à recevoir de réponse.

Le sénateur CONNOLLY (*Ottawa-Ouest*): Monsieur le président, puis-je poser une question au témoin? Je suppose que les autorités américaines possèdent des exemplaires du présent projet de loi?

M. BOOTH: Oui, monsieur.

Le sénateur CONNOLLY (*Ottawa-Ouest*): Ont-elles étudié des projets de règlement que le Canada a adoptés?

M. BOOTH: On ne nous les a pas encore transmis.

Le PRÉSIDENT: Je me demande si les autorités américaines ont examiné nos projets de loi?

M. BOOTH: Non, nous n'avons pas encore préparé de projets. Nous avons des notes, et nos règlements pourraient probablement être prêts très prochainement, mais ils ne sont pas encore sous cette forme pour diverses raisons. Tout d'abord, nous ne savons pas à quoi aboutira la situation actuelle. Ensuite, nous devons nous entendre avec les Américains de part et d'autre, pour que la situation ne devienne pas chaotique; nous serions donc très malavisés de nous engager par règlements, ou autrement, avant de savoir si les Américains feront quoi que ce soit; et nous ne savons absolument rien à ce sujet.

Le sénateur CONNOLLY (*Ottawa-Ouest*): En ce qui concerne les règlements, je suppose que vous leur parleriez comme vous le faites devant notre Comité, et que vous leur diriez que les points qui ne sont pas compris dans la loi et qui devraient l'être, seront compris dans vos propres règlements. Je suppose que cela constitue une partie de vos négociations?

M. BOOTH: C'est exact, je crois que les deux parties reconnaissent d'emblée que si nous ne travaillons pas de concert nous échouons ensemble, parce que cette frontière doit être traversée de temps à autre au cours de la traversée des lacs, et si nous ne coordonnons pas nos efforts on en arriverait à deux groupes de pilotes traversant les lacs, ce qui est vraiment absurde.

Le sénateur MACDONALD: J'aimerais demander au présent témoin, ou à quelqu'un d'autre, ce qui va arriver si nous adoptons le présent bill et si le Congrès des États-Unis n'adopte pas de bill, car il en résulterait que cette partie concernant le pilotage des Grands lacs ne serait pas mise en vigueur. Quelles mesures seront prises lorsque la voie maritime sera inaugurée par Sa Majesté, à la fin de juin?

Le sénateur CAMPBELL: On continuera à agir comme par le passé.

M. BOOTH: Cette situation existe depuis quelque temps déjà. Il est vrai que le trafic a augmenté, et que la question se pose d'une façon un peu plus aiguë, mais, fondamentalement, il n'y a eu aucun changement.

Le PRÉSIDENT: Je suppose qu'on pourra continuer d'agir de la même façon qu'au cours des trois ou quatre dernières années sous la gouverne de la *Shipping Federation*?

Le sénateur MACDONALD: Il ne sera alors aucunement nécessaire d'avoir des pilotes en vertu de la loi actuelle?

Le PRÉSIDENT: Non, il ne s'agira que d'un régime facultatif appliqué par la *Shipping Federation of Canada*, comme cela s'est fait au cours des trois ou quatre dernières années. Le sous-ministre m'a demandé de dire que nous